



CAMEROON



64^e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ALLOCUTION

DE SON EXCELLENCE MONSIEUR PAUL BIYA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

NEW YORK, LE 25 SEPTEMBRE 2009

A VERIFIER AU PRONONCE

MISSION PERMANENTE DU CAMEROUN
AUPRES DES NATIONS UNIES

PERMANENT MISSION OF CAMEROON
TO THE UNITED NATIONS

22 EAST 73rd STREET, NEW YORK, N.Y. 10021
(212) 794-2295 FAX: (212) 249-0533

**Monsieur le Président,
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de délégation**

Mesdames, Messieurs.

Permettez-moi tout d'abord de présenter mes félicitations à **Monsieur le Ministre Ali Treki** pour son élection à la présidence de cette soixante quatrième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies et de lui souhaiter plein succès dans l'accomplissement de son mandat.

Permettez-moi également de rendre hommage à **Monsieur Ban-Ki-Moon**, Secrétaire Général des Nations Unies pour son travail inlassable et le dévouement remarquable dont il fait preuve aux commandes de notre Organisation.

La présente session nous invite, comme chaque année, à examiner l'état du monde, à réfléchir ensemble aux problèmes de l'heure et à préconiser les solutions qu'il convient d'y apporter.

A cet égard, comme nous le savons, la Communauté Internationale demeure sous le choc d'une crise financière et économique qui n'a épargné aucun pays.

L'extraordinaire mobilisation qu'elle a suscitée permet d'en mesurer l'ampleur et l'étendue de même que la gravité de la menace qu'elle fait peser sur la stabilité de l'économie mondiale.

Il y a lieu de se féliciter de cette forte mobilisation impulsée par les grands pays industrialisés. Elle a été prompte, résolue et conséquente. Elle a, sans conteste, donné la pleine mesure de la capacité de réaction de la Communauté Internationale lorsqu'elle est mue et sous-tendue par une réelle volonté politique.

Il y a là assurément une belle illustration de solidarité, une solidarité internationale telle que nous la voulons, telle que nous aurions aussi voulu la voir se manifester dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, dans notre souci commun de réduire le fossé entre le Nord et le Sud, dans les combats que nous menons au quotidien contre la pauvreté, la faim et les pandémies.

Je veux dire, en d'autres termes, que si nous avons pu nous mobiliser avec tant d'ardeur pour contenir les effets de la crise financière, nous le pouvons également face à d'autres défis qui nous sont lancés, notamment ceux de la pauvreté et du sous-développement dans lesquels vivent encore tant d'êtres humains à travers le monde.

Car, si la crise n'a épargné aucun continent, il est indéniable que ses effets varient selon les pays, les régions et le niveau de développement.

L'Afrique, en particulier, qui n'a en rien été à l'origine de cette crise, se trouve être aujourd'hui, paradoxalement, parmi les victimes les plus touchées.

Nous déplorons ainsi, au nombre des conséquences les plus préoccupantes :

- un déclin des transferts de fonds à destination de nos pays ;
- une chute drastique des cours de nos produits ;
- un net recul de l'investissement ;
- l'aggravation des déficits budgétaires ;
- un ralentissement de l'activité économique..., autant de faits, parmi d'autres qui, de surcroît, s'accompagnent de graves conséquences au plan social, telles que la montée du chômage.

Qui plus est, il y a lieu de craindre que la persistance de la crise ne contribue à accroître l'endettement des pays en développement.

Nous voici confrontés à de nouvelles difficultés, alors que nous venions de sortir de longues années d'efforts de redressement de nos économies, dans le cadre de programmes d'ajustement structurel rigoureux, conduits avec détermination par nos Etats et avec la collaboration des institutions financières internationales.

Nos efforts voire nos sacrifices n'ont pas été vains, et nous pensons que nos acquis, qui sont l'aboutissement des efforts méritoires de nos peuples, doivent absolument être préservés et soutenus.

C'est pourquoi nous pensons que, face aux effets néfastes de la crise, il importe qu'ensemble nous puissions œuvrer solidairement à une réponse mondiale, coordonnée et conséquente en faveur des économies les plus faibles.

Cette réponse devrait, à notre sens, se traduire par un apport en ressources financières substantielles, dénué autant que possible de conditionnalités, et destiné à atténuer voire à pallier les conséquences d'une crise que nous n'avons pu prévenir.

Faute d'un tel soutien, nos pays en voie de développement encourent le risque de voir fléchir leur activité économique et disparaître les prémices d'une reprise qu'ils pouvaient raisonnablement escompter.

Il va sans dire qu'outre le développement et l'amélioration des conditions de vie, la paix et la stabilité de nos pays en dépendent. Mais, il en va aussi de la paix et de la sécurité internationales, tant il est vrai que nombre de problèmes auxquels le monde est aujourd'hui confronté, qu'il s'agisse par exemple de l'émigration clandestine ou des trafics de toute nature, ces problèmes procèdent

en partie d'un réel déficit de coopération et de solidarité et donc invitent à plus d'équité dans les rapports internationaux.

Dans cet ordre d'idées, je tiens à saluer l'heureuse décision prise à Londres en avril dernier par le G20, recommandant au FMI de soutenir les économies les plus fragiles par des prêts plus nombreux, moins onéreux et éventuellement assortis de conditionnalités allégées.

C'est d'ailleurs dans ce contexte que mon pays, le Cameroun, a bénéficié d'un appui financier substantiel du FMI au titre de la facilité contre les chocs exogènes.

Je m'en réjouis et je tiens ici à remercier les dirigeants du Fonds Monétaire International. Ce soutien venu à propos, va conforter les mesures anticycliques que nous avons prises, tant au niveau national que sous-régional, ayant pleinement conscience que l'aide extérieure n'est qu'un appoint et ne saurait se substituer à nos efforts propres.

C'est ainsi qu'au Cameroun, nous avons, entre autres, procédé au renforcement des secteurs productifs et entrepris des actions visant à réduire les prix des denrées de première nécessité et à améliorer l'environnement des affaires.

Au niveau de la sous-région, les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale ont convenu de la mise en place de mesures d'incitation fiscale et de la création d'un Fonds de soutien aux Secteurs les plus touchés par la crise.

C'est dire qu'en accueillant favorablement l'aide de la Communauté Internationale, nous savons que celle-ci ne peut porter ses fruits que si elle s'appuie sur des méthodes de gestion rigoureuse et des pratiques de bonne gouvernance fondées sur la primauté de l'intérêt public.

Au demeurant, c'est dans cet esprit que je préconisais il y a quelques années du haut de cette tribune, la création au sein des Nations Unies d'un Comité Mondial pour l'Ethique, car c'est bien une conjonction de dérives morales, de graves entorses à l'éthique qui se trouve à la base de la crise financière actuelle que connaît le monde.

Nous voulons espérer que dans les meilleurs délais possibles, à la faveur d'une prise de conscience et d'une mobilisation collectives, nous en viendrons à bout.

Mais parallèlement à la crise financière et économique, nous demeurons préoccupés par d'autres enjeux non moins importants :

- la crise alimentaire continue de sévir dans beaucoup de pays en développement ;
- la lutte pour la réduction de la pauvreté est loin d'être gagnée ;
- la paix et la sécurité internationales sont toujours menacées à travers le monde et particulièrement en Afrique ;
- les changements climatiques se font chaque jour plus inquiétants, avec des conséquences visibles dans tous les pays.

S'agissant notamment des changements climatiques, l'Afrique, à l'instar des autres continents, en expérimente durement les effets, quand bien même sa participation à l'émission des gaz à effet de serre demeure faible.

Le réchauffement climatique qui en est le fait le plus marquant a des conséquences dans nombre de secteurs socio-économiques, dont l'énergie, la santé, l'agriculture, l'élevage et les écosystèmes, sans parler de la désertification galopante.

A cet égard, l'assèchement dramatique du lac Tchad qui a vu sa superficie passer de 26000 km² dans les années soixante à 1 500 km² aujourd'hui, requiert à l'évidence une action collective d'envergure des Etats d'Afrique Centrale qui doit nécessairement, à notre avis, être fortement épaulée par la Communauté Internationale.

Une chose est certaine : les pays africains prennent individuellement et collectivement toute leur part dans les actions requises, tant aux plans national et sous-régional qu'au plan international, pour apporter des réponses concrètes aux défis du changement climatique.

Cette implication est considérable. Elle s'est traduite au Cameroun par de nombreuses actions dont la mise en place d'un plan national de gestion de l'environnement, et au niveau sous-régional par l'adoption d'un plan de convergence pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo dont chacun sait qu'il est le second massif forestier de la Planète.

La mise en œuvre de toutes ces mesures a un coût important, notamment pour l'acquisition des technologies adaptées, et suppose de lourds sacrifices à faire accepter par nos peuples.

Aussi, sans nier que le sort et le devenir de la planète sont notre affaire à tous, il me paraît légitime de demander que les efforts et sacrifices de nos peuples d'Afrique soient dûment compensés par la Communauté Internationale. A cet égard, nous voulons espérer que la Conférence de Copenhague prévue en décembre prochain apportera des réponses satisfaisantes aux cas spécifiques de l'Afrique.

S'agissant de la paix et de la sécurité internationales, nous déplorons encore la persistance de nombreux conflits ou foyers de tension, en dépit des avancées notables vers un retour au calme.

Je pense entre autres à la situation en République Démocratique du Congo, au Darfour et en Somalie.

Le Cameroun participe activement, y compris par l'envoi de contingents camerounais, aux efforts déployés pour trouver des solutions définitives à ces conflits qui n'ont que trop duré.

Dans ce contexte, il y a lieu de saluer le rôle des Nations Unies qui ne cessent d'œuvrer à la stabilisation de toutes ces situations. Mais pour plus d'efficacité, l'ONU doit être dotée de moyens plus appropriés, tant en ressources humaines qu'en moyens financiers et matériels.

Par ailleurs, pour son efficacité et sa crédibilité, l'ONU doit pouvoir refléter la volonté commune de tous ses membres, petits et grands.

Elle doit affirmer plus nettement et renforcer davantage sa vocation à être le creuset par excellence du multilatéralisme, c'est-à-dire un espace d'échange, de solidarité, d'équité, et d'égalité où s'expriment et sont prises en compte toutes les voix et toutes les opinions, celles des pays développés comme celles des pays en voie de développement.

Ces valeurs vont de pair avec le dialogue des civilisations proposé à notre réflexion au cours de cette session.

Un tel dialogue ne saurait nier les différences mais entend plutôt valoriser les diversités, en vue de favoriser la connaissance et la compréhension mutuelles des peuples.

Vu sous cet angle, le dialogue des civilisations ou des cultures prône la tolérance, le respect mutuel, en même temps qu'il rejette

les fanatismes sous toutes leurs formes qui menacent la paix et la sécurité internationales.

Champ d'expérimentation du multilatéralisme et creuset du dialogue des civilisations, c'est la double vocation que doit assumer l'ONU, si elle entend incarner les aspirations les plus nobles et les plus profondes de l'humanité et apporter des réponses globales et pertinentes aux attentes de nos peuples.

Mais comment y parvenir si l'ONU ne procède aux adaptations qu'appellent l'évolution et les mutations actuelles des rapports internationaux ?

C'est tout le sens des préconisations que nous n'avons cessé de formuler pour une réforme du Conseil de Sécurité, une revitalisation de l'Assemblée Générale des Nations Unies et le renforcement des moyens d'action du Secrétaire Général de l'Organisation.

Il nous faut donc hâter la refonte d'une Organisation qui, par son universalité, symbolise notre communauté de destin et se veut notre maison commune.

Car seule une ONU rénovée, plus démocratique, plus crédible et plus efficace continuera de focaliser les espoirs et la confiance des peuples.

Je vous remercie de votre attention.